

Françafrique

France-Rwanda : Sarkozy dénonce à son tour le rôle de Paris au moment du génocide

Maria Malagardis

6 mai 2021

Dans une interview publiée ce jeudi, Nicolas Sarkozy défend la politique de rapprochement avec Kigali entamée par Emmanuel Macron et rappelle quelques vérités historiques.

« *Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut entendre. La vérité des faits est pourtant là* » : le ton est donné et au détour d'une phrase, Nicolas Sarkozy balaye les arguments de Hubert Védrine, qui réfute toute complicité de la France au Rwanda dans la période qui a conduit au génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. Cette responsabilité française dans l'engrenage qui conduit à une solution finale africaine est justement le sujet de la longue interview que l'ancien président accorde à l'hebdomadaire *le Point* ce jeudi.

Depuis plusieurs semaines, le rôle de la France au Rwanda est devenu

une sorte de nouveau hashtag qui rassemble les réactions d'innombrables figures politiques de l'époque, appelées à se prononcer sur les conclusions de la commission Duclert, mandatée par Emmanuel Macron. A l'issue de l'examen des archives françaises pendant deux ans, cette commission d'historiens avait dénoncé dans son rapport final, publié fin mars, des « *responsabilités lourdes et accablantes* » pour la France, principale alliée du régime qui va conduire au génocide.

Coup de taloche

Sarkozy entre donc à son tour dans la danse, ou plutôt sur le ring. En 1994 il était ministre du Budget au sein du gouvernement de cohabitation dirigé par le duo Mitterrand-Balladur. Pas directement concerné

par la politique africaine de cette période, donc. Mais comme il le rappelle dans l'interview, il reste à ce jour le seul président français à s'être rendu au Rwanda depuis la fin du génocide. Une politique de rapprochement, interrompue par son successeur, François Hollande, « *qui manifestement n'avait pas saisi la gravité de la situation* ». Et bingo, second coup de taloche au passage. En partie justifié tout de même, quand on réalise, à la lecture de l'interview, combien Sarkozy est le seul commentateur à réellement évoquer la nature de la tragédie rwandaise, là où tous les autres se contentent de réagir aux accusations.

« *Ce qui s'est passé au Rwanda, d'avril à juillet 1994, est le dernier génocide du XX^e siècle. Appelons les choses par leur nom! [...] C'est un projet politique raciste d'extrémistes hutus pour rayer de la carte les Tutsis* », souligne-t-il d'emblée. De la même façon, il s'insurge contre la théorie du « *double génocide* », suggérée encore à demi-mot, par tant d'anciens responsables politiques, de Védrine à Balladur. « *Un mensonge inacceptable* », considère pour sa part l'ancien président.

« Aveuglement dramatique »

Certes, il se garde bien de préciser en quoi consiste concrètement cet

« *aveuglement dramatique [...] d'un petit groupe au sommet de l'Etat dont le président Mitterrand lui-même* » qu'il dénonce. Il évite de la même façon d'évoquer le rôle d'Alain Juppé, dont le ministère donnera le feu vert à l'exfiltration des génocidaires hors du pays, comme l'a révélé un télégramme diplomatique. Et lui aussi, comme tant d'autres avant lui, réfute toute « *complicité* » de la France dans le génocide.

Ce ne sont évidemment pas des Français qui ont ordonné à des familles entières de se regrouper dans des églises pour « *leur sûreté* » avant d'y mettre le feu. Mais l'ampleur du soutien français aux forces génocidaires n'a pas livré tous ses secrets. Et par la franchise de certaines déclarations, Sarkozy jette un nouveau pavé dans la mare de ce drame qui hante encore les consciences.

Au passage, il révèle aussi avoir parlé du Rwanda à Macron dès l'élection de ce dernier. Inspirant peut-être ce dernier lorsqu'il a entamé un nouveau virage, en vue d'un rapprochement avec le Rwanda. Un des rares pays d'Afrique qui, bien qu'issu des cendres du génocide, apparaît aujourd'hui comme un modèle de stabilité et de développement.